ELECTIONS LEGISLATIVES DU DIMANCHE 23 NOVEMBRE 1958
NEUVIEME CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE-MARITIME

LOUIS DELAPORTE

Candidat de CONCENTRATION RÉPUBLICAINE

Electrices, Electeurs,

JE ne suis pas un homme politique, je ne me réclame d'aucun parti et ce n'est pas le goût de la politique qui m'incite à me présenter à vous. Comme la plupart des Français, je considère que les jeux de la politique et la lutte des partis ont desservi le pays. Ils lui ont nui en accentuant les divisions, en faisant passer la discussion avant le travail, en provoquant en douze ans la chute de 23 gouvernements, deux par an.

Mais le temps des manœuvres politiques est dépassé. Nous n'en voulons plus. Seule, c'est l'action qui compte. Quelle action ?

SUR LE PLAN NATIONAL.

Un gouvernement stable, appuyé par une majorité solide et contrôlé par une opposition loyale, un gouvernement républicain et démocratique, peut :

RAMENER LA PROSPERITE ECONOMIQUE et, avec elle, la tranquillité dans le monde du travail menacé de chômage. Donner à chacun sa part des biens de production. Coordonner méthodiquement les circuits de distribution en établissant entre l'Agriculture, l'Industrie et le Commerce des rapports plus efficaces. Elever le niveau de vie en encourageant toutes les initiatives tendant au développement et à l'amélioration de la production.

Tirer le pays de ses 10.000 milliards de dettes, non pas en demandant à la classe ouvrière de nouveaux sacrifices, non pas en imaginant d'autres impôts, non pas en imprimant des billets de banque qui s'envolent au vent de la vie chère, mais en suscitant un essor de toutes les formes de la production et la totale mise en valeur de toutes nos richesses. Le gouvernement peut et doit :

CREER UNE VERITABLE JUSTICE SOCIALE. dont la condition première est la défense du pouvoir d'achat réel des travailleurs. Maintenir la valeur des salaires par la sauvegarde de la monnaie.

Rendre plus efficaces les lois sociales existantes en améliorant leur rendement, et bannir le système suivant lequel on donne d'une main une aide et, de l'autre, on la reprend par le truchement d'impôts toujours payés par le consommateur.

Accentuer le progrès social en visant d'abord à la *prospérité générale* et en ne freinant pas l'esprit d'entreprise par des servitudes et des règlements draconiens.

Mieux valent une usine qu'on construit, un port qui s'outille, des terres qui s'équipent, que l'augmentation, combien illusoire, des aides sociales.

ASSOCIER COURAGEUSEMENT LES TRAVAILLEURS A LA VIE DES ENTREPRISES.

La libre discussion des syndicats patronaux et ouvriers conduira à elle seule au bien-être général, à condition qu'un gouvernement inconsidérément dépensier ne fausse pas les données du problème.

EDUCATION NATIONALE, ASSURANCE VIEILLESSE, HABITATION, PAIX SOCIALE, aucun programme n'est possible pour elles si d'abord la gestion financière est mal conduite. Par contre, tous les espoirs d'une vie meilleure et plus facile sont permis, si les idées du gouvernement sont claires, s'il a l'audace de les mettre à exécution, s'il y est aidé par les représentants du peuple.

SUR LE PLAN INTERNATIONAL.

Dans le monde agité, et en péril, divisé en deux blocs, les affaires internationales souvent nous ont dépassé. Il apparaît cependant que c'est dans les moments où la France se redresse que la menace de guerre s'estompe et que l'espoir de Paix s'affirme.

T. S. V. P.

Pays de la Paix, parce qu'avec l'Europe, elle a trop souffert de la guerre, la France a, entre les deux blocs, son rôle à jouer. Elle sera l'arbitre, et d'ores et déjà, elle l'est.

SANS SOUMISSION, SANS SERVITUDE, UNE FRANCE LIBRE ET FORTE SAUVEGARDE LA PAIX DU MONDE.

SUR LE PLAN REGIONAL ET LOCAL.

Les circonstances m'ont placé dans des fonctions où j'ai pu toucher du doigt les besoins réels de la population des agglomérations rurales et citadines, des secteurs agricoles, industriels, maritimes, commerciaux et touristiques.

Maire d'une commune et en continuel contact avec le monde agricole, président d'une Chambre de Commerce, je crois savoir ce qui nous manque, ce que nous pouvons faire et ce que nous ne pouvons pas faire.

A Dieppe, comme à Eu, comme au Tréport et dans les cantons d'Envermeu, de Longueville-sur-Scie, d'Offranville, je sais que la tâche est grande.

...Un port normand importe des fruits. Il pourrait en exporter. Mais il faut en produire et leur ouvrir des marchés. Produisons-en et exportons.

...La côte normande est touristique, mais les routes qui y conduisent sont défectueuses. Obtenons qu'elles soient refaites, et adaptées aux besoins. Continuons de lutter pour que tienne la route maritime DIEPPE - NEWHAVEN, nécessaire au pays et indispensable à la prospérité de cette région.

...La terre normande est riche ; mais elle manque de main-d'œuvre. Aidons les maires à construire des maisons.

...La pêche industrielle et artisanale peut être une grande ressource. Assurons ses débouchés.

...Un programme de décentralisation industrielle est en cours. Pour décongestionner Paris et sa banlieue on regarde vers la province. Ensemble, tentons de prendre notre place.

Le travail est immense. Il exige une claire vision de ce qu'il faut faire. Il exige de rompre avec de pernicieux errements. Il exige un effort de tous et enfin et surtout, l'entente de tous.

Cette entente réalisée, tout devient possible.

ET JE SUIS SUR QUE CELA PEUT ALLER VITE !

VIVE LA NEUVIEME CIRCONSCRIPTION DE LA SEINE-MARITIME !

VIVE LA REPUBLIQUE !

VIVE LA FRANCE !

Louis DELAPORTE,

Candidat de Concentration Républicaine. Maire de Criel-sur-Mer. Président de la Chambre de Commerce de Dieppe. Officier de la Légion d'Honneur. Croix de Guerre 1914-1918 *et* 1939-1940. *Médaille de la Résistance.*

élu apparenté indépendant

Imp. La Vigie de Dieppe. — 11-1958